

Le Conseil national de la productivité et de la compétitivité célèbre son jubilé d'argent



Page 3



Le ministre Subron exhorte la population à signaler les activités des maisons de retraite illégales

Page 3



Science Quest 2025 récompense les jeunes scientifiques innovants de l'île Maurice

Page 2



Covid-19

Les chiffres alarmants du retour de la maladie en Asie

Page 4



Donald Trump menace l'UE de 50 % de droits de douane, les Bourses européennes en baisse

Page 4

FOOTBALL



Page 8



Page 7

A la télé aujourd'hui

	13:438 PASSION AND POWER 14:02 L'HOMME QUI VALAIT TROIS MILLIARDS 15:00 SAMACHAR 15:14 THE HOLIDAY 17:24 YOUR LOVE IS MY FORTUNE 18:00 SAMACHAR 18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA 18:50 DOREE 19:30 LE JOURNAL TELEVISE 20:10 HAWAII 5-0 20:53 BLUE LIGHTS 23:30 LE JOURNAL TELEVISE
	17:52 LE MAG 18:03 PASSION AND POWER 18:34 LES RICHES PLEURENT AUSSI LOS RICOS TAMBIEN LLORAN 19:00 JOURNAL KREOL 19:23 LE MAGAZINE DE L'EMPLOI 19:29 RODRIG PROG : PLAT DU CHEF 20:00 AN ETA DALERT 20:25 KONN OU DRWA 20:53 TOUS EGAUX 21:07 MORISIEN KONN OU LA SANTE 21:25 LE MAG 22:54 LA JOURNEE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR 23:00 JOURNAL KREOL 23:57 RODRIG PROG : ALA NOU VINI
	15:00 SAMACHAR 15:30 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR 15:50 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR 16:01 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR 16:11 SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI 17:30 SAYINGS RADHA KRISHNA 18:00 SAMACHAR 18:31 TARK VITARK 19:30 SANGEET SANKRANTI 19:47 CHIKITSA AUR SWASTHEY 20:40 RAMAYAN 20:10 PRAYAGRAJ MAHAKUMBH MELA 2025 21:05 TEEN DEVIYAN
	14:00 RAJAA BETAA 15:30 RAJU BAJRANGI 18:00 SAMACHAR 18:31 SAYINGS RADHA KRISHNA 18:32 KUNDALI BHAGYA 19:02 UDAARIYAAN 19:30 DHARAM PATNI 20:01 MITHAI 20:30 YASHOMATI MAIYYA KE NANDLALA 20:59 ANUPAMAA 21:30 MERE SAI - SHRADDHA AUR SABURI 22:00 KISMAT KI LAKIRON SE 22:30 MERE DAD KI DULHAN 23:01 RAJAA BETAA 23:30 RAJU BAJRANGI
	14:42 SHIFT 15:59 GO ASTRO BOY GO! 16:12 SAM LE POMPIER 18:00 ECO AFRICA 18:30 THE 77 PERCENT 19:21 STUDENT SUPPORT PROGRAMME: GRADE 7: 20:03 ALL THE FLOWERS/ LES AROMES DU COEUR 20:30 NEWS 20:51 TRAVEL 21:07 SKYSCRAPER 22:48 TOMORROW TODAY 23:43 HALLIG LIFE IN THE CLIMATE CRISIS

Braquage de Kim Kardashian

Jusqu'à 3 ans de prison ferme pour les "papys braqueurs", la star "satisfaite du verdict"

Les "papys braqueurs" étaient accusés d'avoir séquestré, ligoté et volé près de 9 millions d'euros de bijoux à la superstar américaine Kim Kardashian.

Huit personnes ont été reconnues coupables et deux ont été acquittées.

La peine maximale s'élève à 3 ans de prison ferme.

Un verdict dont Kim Kardashian s'est tout de suite dite "satisfaite". La cour d'assises de Paris a condamné, vendredi 23 mai, les "papys braqueurs" de la superstar américaine à des peines allant jusqu'à huit ans de prison, dont trois ferme pour Aomar A.K, le "cerveau" de l'opération, qui ne purgera cependant pas sa peine en prison.

"Je suis profondément reconnaissante envers les autorités françaises d'avoir rendu justice dans cette affaire. Ce crime a été l'expérience la plus terrifiante de ma vie", a expliqué la reine des influenceuses dans une déclaration transmise par ses avocats, disant désormais vouloir "tourner la page".

"Profondément reconnaissante envers les autorités françaises d'avoir rendu justice"

Pour Aomar A.K., 69 ans, reconnu coupable d'avoir été le "cerveau" de ce braquage record à 9 millions d'euros de bijoux, qui s'est déroulé dans la nuit du 2 au 3 octobre 2016 pendant la Fashion Week, la cour d'assises de Paris a décidé d'une confusion de peine avec une précédente condamnation à cinq ans de prison. Ce qui signifie qu'il ne retournera pas en détention, comme aucun autre des accusés, tous condamnés à des peines largement inférieures à celles qui avaient été réclamées, mercredi 21 mai, par l'accusation.



Surnommé "Omar le Vieux" et aujourd'hui sourd et quasiment muet, il a suivi les quatre semaines d'audiences sur un écran où étaient retranscrits les débats. Didier D. ou "Yeux bleus", 69 ans également, qui jurait ne pas être le deuxième homme monté dans la chambre d'hôtel où logeait Kim Kardashian, s'est vu infliger sept ans de prison dont deux ans ferme. Il était absent du délibéré - il suivait une chimiothérapie en marge du procès pour un cancer et a dû être hospitalisé il y a quelques jours.

"Des peines assez peu sévères, (...) pensées à distance de cet événement grave"

Yunice A., 71 ans et Marc-Alexandre B., 35 ans, ont été sanctionnés de la même peine pour avoir fait le guet ce soir-là. Le premier a été opéré du coeur pendant sa détention provisoire et est atteint de la maladie de Parkinson. Le fils d'Aomar A.K., Harminy, a écopé de cinq ans dont un an ferme et Cathy G., son ancienne

compagne, de quatre ans de prison avec sursis. En dehors des deux acquittés, qui étaient soupçonnés d'être les "taupes" ayant fourni de précieuses informations sur l'agenda de la toute récente diplômée de droit, les deux derniers accusés ont été condamnés à une amende ou du sursis pour des délits connexes.

"Les peines sont assez peu sévères, elles ont été pensées à distance de cet événement grave qui a marqué les parties civiles et j'entends que vous entendiez, vous avez fait du mal", a déclaré le président David De Pas en s'adressant aux accusés. La cour a pris en compte "le temps écoulé" et le fait que "aucun d'entre vous n'a fait parler de lui durant ces neuf années". Mais aussi, "comment ne pas le voir, comment ne pas l'entendre, l'état de santé des principaux protagonistes interdit éthiquement d'incarcérer quiconque et de fait, il aurait été injuste de vous conduire en prison."

Les agressions d'élus ont un peu baissé, les maires restent les premières victimes

L'an passé, les agressions d'élus ont baissé de 9,3 % avec 2.501 faits recensés, selon un rapport.

Quarante-huit agressions par semaine contre des élus, en moyenne. Voilà le bilan chiffré en 2024 du Centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus (Calae), selon son rapport 2023-2025 publié mardi. Les agressions d'élus ont néanmoins baissé de 9,3 % l'an dernier.

Cette baisse intervient après une hausse de 13,5 % en 2023. L'incendie volontaire du domicile du maire de Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique) et l'attaque à la voiture-bélier du domicile de celui de L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne) avaient marqué les esprits cette année-là.

Sur un total de 520.000 élus, les maires représentent 64 % des victimes, devant les adjoints et conseillers (18 %) et les parlementaires (13 %), tandis que 82 % des atteintes sont commises à l'encontre d'un membre d'un exécutif local (maires et adjoints).

Cette tendance peut s'expliquer «

par le volume de maires dans le nombre d'élus et par le fait que le maire demeure le représentant de l'autorité le plus identifié par les citoyens », relève le rapport.

En 2024, 68 % des atteintes concernent des menaces et outrages, dont une forte proportion par « voie cyber », devant les violences physiques (10 %) et les destructions ou dégradations (8 %).

Les départements les plus touchés sont Paris et sa région, ainsi que le Pas-de-Calais, « touché par des tensions dans le contexte de la gestion de la crise liée aux inondations », et les Bouches-du-Rhône, « marquées par un nombre de plaintes concernant un parlementaire ». Certains faits peuvent toutefois avoir été commis sur les réseaux sociaux et être enregistrés dans un service de police parisien sans que leurs auteurs n'y résident.

« La violence à l'égard des élus est partout »

En zone gendarmerie, les mis en cause sont majoritairement des hommes (85 %) de nationalité française (98 %), d'un âge moyen de

48 ans et sans profession (26 %) ou retraités (20 %).

« La violence à l'égard des élus est partout. Que ce soit dans les grandes villes, dans les petites villes, voire en milieu rural. Les maires sont principalement la cible [...] parce qu'ils représentent l'autorité locale », a expliqué mardi sur TF1 François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre de l'Intérieur.

Créé en mai 2023 sous l'égide du ministère de l'Intérieur, le Calae a pour mission de compiler et d'analyser les données, d'anticiper les réponses et d'accompagner les élus victimes. « À l'occasion des élections (municipales) de 2026, on prépare ce qu'on peut appeler une sorte de kit qui permettra aux élus de savoir comment réagir quand on est victime d'une agression », a précisé François-Noël Buffet.

Le « Beauvau des polices municipales », lancé en avril 2024 après les émeutes de l'été 2023 pour renforcer le statut des policiers municipaux, fera par ailleurs l'objet d'une loi qui sera présentée en juin puis débattue à l'automne.

Science Quest 2025 récompense les jeunes scientifiques innovants de l'île Maurice

La 10e édition de Science Quest, un concours national de projets scientifiques organisé par le Centre scientifique Rajiv Gandhi (RGSC), s'est tenue du 21 au 23 mai 2025 et s'est clôturée vendredi au Complexe sportif national de Côte d'Or.

Étaient présents à l'événement le président de la République de Maurice, M. Dharambeer Gokhool ; le directeur du RGSC, le Dr Aman Kumar Maulloo, le responsable de la communication interne et des relations presse/publiques, du développement durable et de l'engagement de la Mauritius Commercial Bank Ltd, M. Gilles Martial ; et d'autres personnalités.

Science Quest 2025 a réuni environ 400 élèves et 90 enseignants de 55 établissements secondaires de l'île Maurice. Le concours a encouragé les élèves à appliquer la science et la technologie à la résolution de problèmes concrets. Parmi 136 propositions de projets, 100 ont été sélectionnées et développées, couvrant des sujets tels que le dessalement solaire, les énergies alternatives, la surveillance des inondations et le développement urbain durable. Les participants ont concouru dans trois catégories par niveau scolaire, en équipes de quatre élèves, sous la supervision d'un enseignant. Les équipes ont soumis des rapports, présenté leurs projets et présenté leurs travaux à un jury.

Les lauréats ont été récompensés dans trois catégories, selon leur niveau scolaire. Dans la catégorie 1 (de la 5e à la 3e), la médaille d'or a été décernée au lycée Reet pour son projet intitulé « La dernière goutte: pouvons-nous éviter une apocalypse hydrique ? ». La médaille d'argent a été décernée au lycée Swami Vivekananda pour « Aquaguard : un système intelligent

de surveillance du niveau d'eau », tandis que la médaille de bronze a été décernée au lycée Reet pour « Les algues à la rescousse : un modèle de vie durable ».

Dans la catégorie 2 (de la 10e à la 11e), le Doha College Souillac a remporté la médaille d'or avec son projet « Production de bioplastique à partir d'écaillés de poisson ». Le New Eton College a remporté la médaille d'argent pour « Électricité » avec « Énergie cinétique des personnes », et le Piton State College a remporté la médaille de bronze pour « Réimaginer Port-Louis : une vision durable ». Enfin, dans la catégorie 3 (de la 12e à la 13e), la médaille d'or a été décernée au lycée Westcoast International pour « MORIS ». Le London College a reçu l'argent pour le transfert d'énergie sans fil (bobine Tesla), et le Piton State College a obtenu le bronze avec son projet H2O 4 All.

Chaque équipe gagnante a reçu une récompense en espèces ainsi qu'un prix commémoratif. L'équipe Or a reçu 25 000 roupies et un certificat, l'équipe Argent 20 000 roupies et un certificat, tandis que l'équipe Bronze a remporté 12 000 roupies et un certificat. De plus, deux prix de mérite de 5 000 roupies chacun ont été décernés. Les enseignants superviseurs ont également été récompensés pour leurs conseils et leurs contributions : les équipes Or ont reçu 4 000 roupies et un certificat, les superviseurs de l'équipe Argent 3 000 roupies et un certificat, et les superviseurs de l'équipe Bronze 2 000 roupies et un certificat. De plus, deux prix de mérite de 1 000 roupies chacun ont été remis aux enseignants méritants.

Dans son discours, le président Gokhool a félicité les élèves, les enseignants, les



écoles et les sponsors, soulignant l'importance de soutenir et de faire progresser les projets scientifiques. Il a exhorté le RGSC à faciliter l'ensemble du processus, du concept initial à l'exécution réussie, et a appelé à davantage d'efforts pour transformer la recherche en solutions pratiques et concrètes.

Réaffirmant l'importance de cet événement, qui coïncidait avec une étape nationale majeure liée à l'Accord sur l'archipel des Chagos, le Président Gokhool a encouragé les jeunes participants en affirmant qu'ils étaient les futurs dirigeants de Maurice. Il les a exhortés à viser haut et à rester engagés dans leurs activités scientifiques, leur rappelant qu'en science, il n'y a pas de perdants, seulement des individus qui progressent sur la voie du succès.

De son côté, le directeur du RGSC a souligné les bienfaits éducatifs des concours scientifiques pour le développement

des compétences STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), ainsi que pour la pensée critique et la créativité, insistant sur le fait que chaque élève devrait avoir la possibilité de développer ses talents. Au cours des dix dernières années, plus de 2 000 projets provenant de 375 écoles et 4 000 élèves ont participé, ce qui témoigne d'une nette amélioration de la qualité des candidatures, a-t-il ajouté. Il a exhorté les élèves à être fiers de leurs réalisations et à rester impliqués dans les futurs projets et initiatives du RGSC.

M. Martial a quant à lui encouragé les étudiants à utiliser leur créativité et leurs compétences scientifiques pour impulser le changement aux niveaux local et mondial. Soulignant la croissance de la main-d'œuvre jeune en Afrique, il a appelé les étudiants à exploiter la science et la technologie pour créer de futurs emplois. Il a mis l'accent sur de nouvelles opportunités comme l'ingénierie assistée par l'IA.

Le Conseil national de la productivité et de la compétitivité célèbre son jubilé d'argent

Le Conseil national de la productivité et de la compétitivité (NPCC) a célébré son jubilé d'argent lors d'une cérémonie officielle qui s'est tenue vendredi à l'hôtel de ville de Curepipe. Cet événement a été l'occasion de revenir sur le parcours du NPCC au cours des 25 dernières années et de partager sa vision pour l'avenir.

Le NPCC est un organisme national créé en vertu de la loi de 1999 sur le Conseil national de la productivité et de la compétitivité et est devenu opérationnel en 2000. Ses objectifs sont de stimuler et de susciter une prise de conscience de la productivité et de la qualité, et de promouvoir le mouvement en faveur de la productivité et de la qualité dans tous les secteurs de l'économie afin d'accroître la production nationale et d'assurer une croissance soutenue et une compétitivité internationale.

Le ministre de l'Industrie, des PME et des Coopératives, M. Sayed Muhammad Aadil Ameer Meea, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon à Maurice, M. Kan Masahiro, le président du NPCC, M. Arshad Duymun, le directeur du développement des capacités, des services généraux et des opérations du NPCC, M. Deodass Appalswamy, ainsi que d'autres personnalités étaient présents à l'événement.

La 6e édition du Prix national d'excellence en productivité et qualité, sur le thème « Transformer les défis en opportunités : la voie de l'excellence », a également été lancée lors de la cérémonie. Ce prix vise à encourager les organi-



sations à partager leurs meilleures pratiques opérationnelles, processus, systèmes et initiatives, et à s'inspirer de l'expérience des autres.

Dans son discours de circonstance, le ministre Ameer Meea a souligné que, depuis sa création, le NPCC s'est engagé sans relâche dans le difficile processus de transformation des concepts de productivité et de compétitivité en un état d'esprit, notamment dans un contexte de changement constant et dynamique. Selon lui, le NPCC a eu un impact significatif sur le monde des affaires, notamment auprès des petites et moyennes entreprises, grâce à

plusieurs programmes visant à doter les entreprises d'outils d'amélioration de la productivité et à renforcer leur compétitivité globale.

M. Ameer Meea a rappelé que le NPCC a joué un rôle moteur dans le développement des compétences en leadership des jeunes, leur permettant ainsi de développer de solides capacités de résolution de problèmes. « À cet égard, le gouvernement croit fermement au potentiel de la jeune génération à devenir les leaders de demain, et le NPCC continue de jouer un rôle actif dans cet important processus de construction nationale », a-t-il déclaré.

Le ministre a également souligné que le NPCC jouissait d'une grande visibilité sur la scène internationale grâce à son étroite collaboration avec le Centre japonais de productivité et l'Agence japonaise de coopération internationale. Il a souligné que le NPCC avait établi un partenariat à long terme avec ces organisations et a exprimé le souhait que cette collaboration privilégiée se traduise par des résultats positifs supplémentaires. Il a également félicité le gouvernement japonais pour son soutien continu au renforcement du NPCC et à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité à Maurice.

Le président du NPCC a souligné que la cérémonie était une célébration de la vision et du progrès collectif. Il a évoqué une série de programmes mis en œuvre dans divers secteurs au fil des ans pour accroître la productivité et l'efficacité.

Le ministre Subron exhorte la population à signaler les activités des maisons de retraite illégales

Le ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, M. Ashok Kumar Subron, a appelé la population à dénoncer les activités des maisons de retraite illégales, tout en réitérant l'engagement du gouvernement à continuer de prendre en charge le bien-être des personnes âgées. Il s'exprimait lors d'une conférence de presse jeudi à Port-Louis, en présence du ministre délégué, M. Kuvalayan Kugan Parapen.

Le ministre a exprimé son inquiétude face aux allégations de maltraitance envers les personnes âgées dans une maison de retraite illégale du nord du pays. Le ministre a assuré que les mesures nécessaires ont été prises pour remédier à ces incidents.

Le ministre Subron a également souligné que les personnes âgées méritent de vivre en sécurité et dans le respect, et a exhorté le public à signaler les cas de mal-

traitance à leur égard en appelant le 199, la ligne d'assistance téléphonique du ministère, disponible 24h/24 et 7j/7.

Se référant aux statistiques, le ministre a indiqué que 79 établissements agréés comme maisons de retraite, dont 57 maisons de retraite et 22 institutions caritatives, sont régis par la loi sur les maisons de retraite et le Conseil des maisons de retraite. Environ 2 448 personnes âgées y résident, a-t-il précisé. Entre janvier 2024 et



mars 2025, l'Unité de protection sociale et des personnes âgées du ministère a effectué 672 visites dans des maisons de retraite et des institutions caritatives.

Covid-19

Les chiffres alarmants du retour de la maladie en Asie

Depuis quelques semaines, les cas de Covid-19 affluent dans plusieurs pays d'Asie, notamment en Chine, à Hong Kong, en Thaïlande et à Taïwan, où des dizaines de milliers de contaminations ont été enregistrées et des dizaines de décès.

Chine, Hong Kong, Thaïlande, Taïwan... Cinq ans après la pandémie de Covid-19, le virus a fait son retour en force ces dernières semaines dans certains pays d'Asie, selon la presse locale et du personnel médical. Le Centre national de référence de Lyon, laboratoire en charge de la surveillance des variants émergents, a officialisé la présence de ce variant en France.

Si ces données ont tout d'un mauvais souvenir, néanmoins, la réalité est pourtant bel et bien là : «le Covid est de retour», selon le magazine bimensuel cantonais Nanfengchuang. A commencer par la Thaïlande, comme le relate Courrier International, où le nombre de nouveaux cas depuis le début de l'année a dépassé le seuil des 100.000, d'après le ministre de la

Santé, Somsak Thepsuthin, cité par le Bangkok Post ce mercredi. Le ministre a également rappelé que «le variant XEC se propage sept fois plus rapidement qu'une grippe normale».

30 morts à Hong Kong

Et pour cause, rien qu'à Hong Kong, 30 morts liées au virus ont été recensées ces quatre dernières semaines, a rapporté le journal local Ta Kung Pao le 15 mai. Le média en ligne HK01 a précisé de son côté que ces victimes faisaient partie des 81 cas graves enregistrés, pour la plupart des patients âgés de plus de 65 ans.

À 700 kilomètres au nord-est à vol d'oiseau, le Centre de contrôle des maladies de Taïwan a signalé un rebond de l'épidémie de Covid-19 : «9 978 consultations ont été enregistrées dans la semaine du 4 au 10 mai, soit une hausse de 66 % par rapport à la semaine précédente», précise le Centre, prévoyant un pic épidémique en juin, relate le quotidien hongkongais Ming Pao.

Quant à Taïwan, le nombre de nouveaux cas de Covid-19 a explosé dans le Guangdong : «20 000 cas de plus en un



mois» d'après la télévision taïwanaise TVBS News. Le média taïwanais décrit une situation inquiétante sur place, «des cliniques de Guangzhou sont bondées de patients».

Enfin, les données publiées le 8 mai par le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, relayées par

Nanfengchuang, montrent une hausse significative du taux de positivité des tests depuis avril, passant de 7,5 % entre le 31 mars et le 6 avril à 16,2 % entre le 28 avril et le 4 mai. Autre élément inquiétant, le magazine précise que le virus est devenu le «principal agent pathogène à l'origine des consultations médicales dans la plupart des régions du pays».

Donald Trump menace l'UE de 50 % de droits de douane, les Bourses européennes en baisse

Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi avoir recommandé l'instauration de droits de douane de 50 % sur les biens en provenance de l'Union européenne à compter du 1er juin. L'UE travaille de "bonne foi" pour obtenir un accord commercial avec les États-Unis fondé sur le "respect" et non sur les "menaces", a rétorqué le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic.

Le président américain, Donald Trump, a menacé vendredi 23 mai l'Union européenne d'appliquer 50 % de droits de douane aux produits européens importés aux États-Unis à compter du 1er juin, estimant que les négociations en cours "ne vont nulle part".

"Il est très difficile de traiter avec l'UE, qui a été créée en premier lieu pour profiter des États-Unis d'un point de vue commercial. [...] Nos discussions ne vont nulle part. Dans ces conditions, je recommande d'imposer 50 % de droits de douane sur l'UE, à compter du 1er juin. Il n'y a pas de droits de douane sur les produits fabriqués aux États-Unis", a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social.

L'Union européenne travaille de "bonne foi" pour obtenir un accord commercial avec les États-Unis fondé sur le "respect" et non sur les "menaces", a rétorqué le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic. L'UE est "pleinement engagée et déterminée à obtenir un accord qui fonctionne pour les deux parties", a-t-il ajouté.

Les Bourses européennes ont terminé en forte baisse vendredi. La Bourse de Paris a chuté de 1,65 %, après avoir perdu brièvement plus de 3 % en séance, Francfort a reculé de 1,54 % et Milan de 1,94 %. Londres n'a perdu que 0,24 %, les États-Unis et le Royaume-Uni ayant déjà conclu un accord commercial début mai.

À Wall Street, vers 16 h GMT, l'indice élargi S&P 500 abandonnait 0,82 %, le Nasdaq chutait de 1,09 % et le Dow Jones reculait de 0,73 %.

Déficit commercial américain

Le président américain a également dénoncé, pêle-mêle, les "barrières commerciales, la TVA, les sanctions ridicules contre



les entreprises, les barrières non douanières, les manipulations monétaires, les poursuites injustifiées et injustes contre des entreprises américaines, qui ont conduit à un déficit commercial de plus de 250 millions de dollars par an, ce qui est totalement inacceptable".

Donald Trump a dénoncé à plusieurs reprises le déficit commercial des États-Unis dans ces échanges bilatéraux avec l'Europe, qu'il estime entre 300 et 350 milliards de dollars.

Selon les données du représentant de la Maison Blanche au Commerce (USTR), le déficit commercial des États-Unis avec l'UE s'élevait plutôt à 235 milliards de dollars en 2024 mais la Commission européenne conteste ces données, parlant de 150 milliards d'euros (environ 160 milliards de dollars) pour les seuls biens, et uniquement 50 milliards d'euros en y intégrant l'excédent commercial américain en termes de services.

Les droits de douane appliqués aux produits européens s'élèvent actuellement à 12,5 % en moyenne, 2,5 % correspondant au niveau avant le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, auxquels se sont ajoutés 10 % depuis début avril et l'annonce de ses droits de douane dits "réciproques".

La Maison Blanche avait initialement prévu de taxer les produits européens à hauteur de 20 %, avant d'annoncer dans la foulée une pause de 90 jours sur les droits de douane au-delà de 10 %, le temps de laisser les négociations arriver à leur terme.

Cette pause devrait s'achever théoriquement début juillet.

Le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, s'est entretenu à plusieurs reprises ces dernières semaines avec ses homologues américains, le secrétaire au Trésor Scott Bessent, le secrétaire au Commerce Howard Lutnick et le représentant au Commerce Jamieson Greer, mais sans que de réelles avancées n'aient été jusqu'ici réalisées.

"Cela nous mettrait dans une situation intenable"

Ces nouveaux droits de douane américains "porteraient gravement atteinte" aux liens commerciaux entre l'Union européenne et les États-Unis, a réagi vendredi le Premier ministre irlandais, Micheal Martin.

Les "nouvelles menaces" de Donald Trump "n'aident en rien" dans les négociations commerciales entre Washington et Bruxelles, a de son côté déclaré sur X le ministre français chargé du Commerce extérieur, Laurent Saint-Martin.

Les producteurs français de cognac ne seraient plus en mesure de vendre leurs eaux-de-vie aux États-Unis si ces nouvelles taxes entraient en vigueur, a par ailleurs réagi vendredi une source haut placée au sein du secteur.

"Les droits de douane de 50 % évoqués par le président Trump ne permettraient plus à nos produits d'être vendus aux États-Unis, alors qu'il s'agit de notre premier

marché traditionnel, avec plus de 50 % des ventes de cognac en volume", a dit cette source. "Cela nous mettrait dans une situation intenable par rapport à nos grands concurrents internationaux soumis à des niveaux de taxe bien plus bas."

Les entreprises de smartphones menacées à leur tour

Le géant américain Apple a lui aussi été menacé vendredi de se voir imposer "au moins 25 %" de droits de douane, si l'entreprise ne fabrique pas ses iPhone aux États-Unis.

"Cela fait longtemps que j'ai informé Tim Cook d'Apple que je m'attendais à ce que les iPhone vendus aux États-Unis soient fabriqués et construits aux États-Unis, et non en Inde ou ailleurs. Si ce n'est pas le cas, Apple devra payer des droits de douane d'au moins 25 % aux États-Unis", a-t-il écrit sur sa plateforme Truth Social.

Lors de son voyage au Qatar la semaine dernière, le président américain avait affirmé avoir dit à Tim Cook, le directeur général d'Apple : "Nous vous avons très bien traités. Nous avons accepté toutes les usines que vous avez construites en Chine durant des années."

"Ça ne nous intéresse pas que vous en construisiez en Inde. L'Inde peut s'occuper d'elle-même toute seule, elle va très bien", avait-il poursuivi, à l'occasion de la deuxième étape de sa tournée dans le Golfe. "Nous voulons que vous construisiez ici (aux États-Unis)."

Lors de la présentation des derniers résultats d'Apple début mai, Tim Cook avait dit s'attendre à ce que "la majorité des iPhone vendus aux États-Unis", pendant le trimestre en cours, proviennent d'Inde.

Cette mesure permettait d'éviter des droits de douane de 145 % appliqués par les États-Unis aux produits venus de Chine, traditionnellement cœur de la fabrication des célèbres smartphones. Depuis, les deux pays se sont mis d'accord pour une trêve de 90 jours sur leurs surtaxes douanières.

Plus tard, Donald Trump a précisé que des droits de douane de 25 % seraient appliqués à l'ensemble des entreprises vendant aux États-Unis des smartphones assemblés à l'étranger.

"Ce serait aussi Samsung et tous ceux qui fabriquent ce produit", a-t-il déclaré lors d'un point-presse à la Maison Blanche, mentionnant une entrée en vigueur "fin juin". "Sinon, ce ne serait pas juste."

L'administration Trump retire à l'université Harvard le droit d'accueillir des étudiants étrangers

L'université d'Harvard, engagée dans un bras de fer avec Donald Trump depuis plusieurs semaines, ne pourra plus accueillir d'étudiants étrangers, selon une décision de l'administration Trump annoncée jeudi. La secrétaire américaine à la Sécurité intérieure, Kristi Noem, accuse notamment cet établissement "d'alimenter un environnement dangereux sur le campus, hostile aux étudiants juifs".

L'administration Trump a annoncé, jeudi 22 mai, qu'elle retirait le droit d'accueillir des étudiants étrangers à la prestigieuse université privée Harvard située près de Boston, privant d'un moyen de rayonnement important l'institution contre laquelle le gouvernement américain a lancé une vaste offensive.

D'après son site internet, l'université accueille cette année quelque 6 700 "étudiants internationaux", soit 27 % des élèves.

"La certification du programme SEVIS (Student and Exchange Visitor) de l'université Harvard est révoquée avec effet immédiat", a écrit la ministre de la Sécurité intérieure Kristi Noem dans une lettre adressée à l'établissement.

Ce programme est le principal système

par lequel les étudiants étrangers sont autorisés à étudier aux États-Unis.

Selon la ministre, cette décision signifie qu'Harvard a l'interdiction de recevoir des étudiants titulaires de visas F ou J pour l'année scolaire 2025-2026, une perte potentielle immense pour le campus, à la fois sur le plan financier et du rayonnement international.

La Chine, qui avait jusqu'à présent un important contingent à Harvard, a dénoncé vendredi la "politisation" de l'éducation. "La Chine s'est toujours opposée à la politisation de la coopération éducative", a déclaré Mao Ning, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. "La démarche de la partie américaine ne fera que nuire à l'image et à la réputation internationale des États-Unis".

Les étudiants sommés d'aller dans une autre université

D'après Kristi Noem, les étudiants étrangers déjà inscrits doivent "se transférer" dans une autre université, sous peine de perdre leur visa.

La ministre a assorti sa décision choc d'un ultimatum : si Harvard veut retrouver ce "privilège", elle doit fournir dans les 72 heures toute une série d'informations dont elle disposerait sur d'hypothétiques activités "illégales" menées par ses étudiants

étrangers ces cinq dernières années.

"Cette décision du gouvernement est illégale", a immédiatement répondu un porte-parole d'Harvard, contacté par l'AFP. "Nous nous engageons pleinement à maintenir la capacité d'Harvard à accueillir nos étudiants et universitaires internationaux, qui viennent de plus de 140 pays et enrichissent l'université – et cette nation – de manière incommensurable", a ajouté l'institution.

Celle-ci s'était distinguée il y a plusieurs semaines en attaquant en justice le gouvernement sur le dossier du retrait de ses aides fédérales.

"Un environnement dangereux sur le campus, hostile aux étudiants juifs"

L'administration Trump a lancé depuis plusieurs mois une vaste offensive contre l'enseignement supérieur aux États-Unis, accusant les universités privées les plus prestigieuses d'avoir laissé prospérer l'antisémitisme et de n'avoir pas protégé suffisamment les étudiants juifs pendant les manifestations contre la guerre d'Israël à Gaza.

Le camp républicain reproche plus généralement aux grandes universités américaines de promouvoir les idées de gauche jugées trop progressistes.

Les associations de défense des libertés individuelles y voient une

offensive contre la liberté d'expression et une tentative de museler toute critique contre Israël.

Dans son courrier rendu public, la ministre reproche à Harvard son refus de transmettre des informations au gouvernement, "tout en perpétuant un environnement dangereux sur le campus, hostile aux étudiants juifs, encourageant les sympathies pro-Hamas et utilisant des politiques racistes de 'diversité, d'équité et d'inclusion'".

Ces politiques de diversité sont justifiées par leurs défenseurs au contraire comme un moyen de corriger les inégalités historiques au sein de la société américaine.

Dans son bras de fer avec Harvard, le gouvernement américain avait déjà supprimé plus de deux milliards de dollars de subventions à cette université qui se trouve dans le nord-est des États-Unis. Harvard a contre-attaqué en justice pour défendre sa liberté d'enseignement, une initiative saluée par de nombreux étudiants et professeurs.

"Nous travaillons pour fournir au plus vite des conseils et un soutien aux membres de notre communauté. Cette mesure de rétorsion menace de porter gravement atteinte à la communauté de Harvard et à notre pays, et compromet la mission universitaire et de recherche de Harvard", a ajouté de son côté le porte-parole de l'université.

Harvard

La Chine dénonce une «politisation» de l'éducation après l'interdiction des étrangers dans l'université

«La démarche de la partie américaine ne fera que nuire à l'image et à la réputation internationale des États-Unis», a déclaré ce vendredi le porte-parole de la diplomatie chinoise.

Pékin a dénoncé vendredi la «politisation» de l'éducation après que l'administration américaine a retiré à l'université de

Harvard le droit d'inscrire des étudiants étrangers, dont un important contingent venait jusqu'à présent de Chine.

«La Chine s'est toujours opposée à la politisation de la coopération éducative», a déclaré Mao Ning, porte-parole du ministère des affaires étrangères, lors d'un point presse. «La démarche de la partie améri-

caine ne fera que nuire à l'image et à la réputation internationale des États-Unis », a-t-elle relevé.

La Chine s'engage à soutenir les étudiants étrangers

En réponse à la décision de l'administration Trump, le ministère des Affaires étrangères a déclaré ce vendredi que la

Chine sauvegarderait les droits et intérêts légitimes de ses étudiants et universitaires à l'étranger. Mao Ning a par ailleurs affirmé que les actions des États-Unis affecteraient sans aucun doute leur image et leur crédibilité, ajoutant que la coopération éducative entre la Chine et les États-Unis profitait aux deux parties.

Bennu, l'autre astéroïde potentiellement dangereux pour la Terre

Après 2024 YR4, dont les astronomes ont estimé à plus de 3% le risque de heurter la Terre avant de revoir cette probabilité à la baisse, un autre astéroïde, bien plus massif, pourrait percuter notre planète au siècle prochain.

Parmi les astéroïdes à surveiller, il en est un potentiellement plus inquiétant que 2024 YR4, l'objet qui a défrayé la chronique en ce début d'année, car susceptible d'entrer en collision avec la Terre en 2032. Découvert en décembre 2024, ce dernier, avec ses soixante mètres de diamètre, aurait pu dévaster une ville entière. Finalement, les scientifiques, grâce aux observations du télescope spatial James Webb, en affinant leurs modèles, ont montré qu'il se contentera de frôler la Lune.

En revanche, la trajectoire d'un autre astéroïde, connu depuis 1999 et baptisé Bennu, reste, elle, préoccupante. L'objet, grossièrement sphérique, «fait partie des astéroïdes potentiellement dangereux, à l'instar de nombreux autres appelés géocroiseurs, explique l'astrophysicien

Jean-Pierre Luminet, auteur de Corps célestes insolites, les dernières découvertes astronomiques (Éditions du Cherche Midi, 20,9 euros). Plus imposant que 2024 YR4, avec un diamètre d'environ 500 mètres, les calculs rapportent qu'il risque de percuter notre planète entre les années 2175 et 2199 avec une probabilité de 1 sur 3000».

Des effets considérables

Ce gros caillou décrit une orbite de 1,2 an autour du Soleil en coupant la trajectoire de la Terre. Même si le risque est faible qu'il s'en rapproche au point de la percuter, les scientifiques de l'université de Pusan (Corée du Sud) viennent de simuler un impact afin d'en tester les effets. Et ils seraient considérables.

Si un tel événement avait lieu, selon les scénarios envisagés, le choc pourrait injecter jusqu'à 400 millions de tonnes de poussière dans la stratosphère. En supposant que l'impact ait lieu sur l'hémisphère occidentale, en janvier, il provoquerait une baisse moyenne de la température de surface de 4°C, avec des refroidissements plus

prononcés dans l'hémisphère nord, principalement liés à la réduction de l'ensoleillement causée par les poussières stratosphériques.

Une baisse des températures...

Les précipitations à l'échelle mondiale pourraient être réduites de 15%, avec toutefois des variations régionales significatives. L'ozone stratosphérique serait appauvri à hauteur de 32%, augmentant l'exposition aux rayons ultraviolets à la surface. Les rendements agricoles pourraient baisser de moitié, entraînant un risque notable de sécurité alimentaire à grande échelle, avec des conséquences sur la santé des populations, sur les risques de troubles sociaux et sur les flux migratoires.

... et une hausse des précipitations

La Chine n'a pas attendu les simulations de l'étude coréenne publiée par Science Advances pour prendre les devants. En 2021, ils ont élaboré un plan pour éviter les conséquences catastrophiques qu'engendrerait un tel impact. La force spatiale chinoise prévoit d'envoyer 23 fusées Longue

Marche de mille tonnes chacune pour le percuter, afin de dévier sa trajectoire et éviter les désastres d'une collision.

Le plan de la Chine pour arrêter Bennu

Mais Bennu présente un grand intérêt pour une tout autre raison, bien moins dramatique. « Avec 4,5 milliards d'années au compteur, l'astéroïde est un vestige intact de la formation du Système solaire, souligne Jean-Pierre Luminet. En 2018, la sonde spatiale OSIRIS-Rex lui a rendu visite et en a recueilli 250 grammes d'échantillons. Placés dans une capsule, les grains de poussière ont été récupérés sur Terre en 2023 pour analyse. Riche en carbone, Bennu pourrait en effet contenir des molécules primitives présentes lors de l'émergence de la vie sur Terre ». Publiés fin janvier, les premiers résultats sur les échantillons prélevés vont effectivement dans ce sens. Ils ont révélé des traces d'eau salée et la présence de composés organiques complexes, faisant de l'astéroïde non plus un candidat à une menace apocalyptique, mais un objet céleste prometteur pour percer les mystères de l'origine de la vie.

L'ouest des Alpes-Maritimes touché par une panne d'électricité

Un incendie d'origine criminelle a engendré une panne du réseau Enedis. Le Festival de Cannes a dû interrompre un instant la projection des films.

«Une importante panne d'électricité touche actuellement l'ouest des Alpes-Maritimes» a annoncé le préfet du département ce samedi vers 11h en précisant que RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, travaille actuellement au «rétablissement de la situation».

Selon les premiers éléments de l'enquête rapportés par l'AFP, l'incendie d'origine criminelle d'un poste de haute tension à Tanneron a engendré une panne du réseau Enedis. Nice-Matin cite le nom de plusieurs communes touchées : Antibes, Juan-les-Pins, Vallauris. De nombreux foyers y sont privés d'électricité. En débit d'après-midi, Éric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, a dénoncé sur X une situation «d'une extrême gravité», disant craindre «une action délibérée, voire terroriste». Il a

demandé «la transparence et des réponses rapides.»

Sur la croisette de Cannes où se déroule la dernière journée du célèbre Festival de cinéma, les projections de film ont été interrompues pendant une vingtaine de secondes ce samedi matin avant de reprendre grâce à l'usage d'un groupe électrogène. Joint par Le Parisien vers 11h30, un boulanger de la ville s'est dit inquiet pour ses produits qui, en l'absence de réfrigération, risquent de périmer. «Si dans 30 min-

utes c'est encore comme ça, ça va devoir partir à la benne.»

La cérémonie de clôture du 78e Festival de Cannes, prévue samedi soir, pourra se dérouler «dans des conditions normales», a indiqué à l'AFP le service de presse de la manifestation. «Le Palais des Festivals a basculé sur un système d'alimentation électrique indépendant, ce qui permet le maintien de tous les événements et projections prévues aujourd'hui.»

Colombie

Dix morts dans un tragique accident de bus transportant des étudiants

Selon les premiers éléments de l'enquête, le chauffeur «a perdu le contrôle» du véhicule, qui a percuté la barrière d'un pont. «Plusieurs passagers ont été éjectés» du bus et sont «tombés dans le gouffre».

Un bus qui transportait une vingtaine d'étudiants en sortie académique a percuté la barrière d'un pont samedi dans l'ouest de la Colombie, faisant au moins dix

morts, a indiqué leur université.

L'accident s'est produit au niveau du pont Hélicoïdal dans la région de Quindio, a expliqué le commandant de police Luis Fernando Atuesta, ajoutant que 26 passagers se trouvaient à bord.

Selon les premiers éléments d'enquête, le chauffeur «a perdu le contrôle» du véhicule, qui a percuté la barrière du pont. «Plusieurs passagers ont été éjectés et

sont tombés dans le gouffre», a précisé le responsable.

«Nous informons de la perte douloureuse de plusieurs de nos camarades, étudiants, professeurs et personnels administratifs (...) l'établissement décrète un deuil» de deux jours, a déclaré l'université Humboldt, située à Armenia (ouest), publiant sur les réseaux sociaux les visages des dix morts.

Le bus transportait «22 étudiants, deux enseignants et un fonctionnaire en charge de la communication», a détaillé dans une vidéo le directeur de l'université, Diego Fernando Jaramillo Lopez. Ils étaient en sortie pour des travaux pratiques, d'après la police.

Les accidents de la route sont fréquents en Colombie. Le pays latino-américain a déploré en moyenne 22 décès par jour sur ses routes en 2024.

Navire de guerre nord-coréen endommagé à son lancement

Trois responsables ont été arrêtés

La Corée du Nord a arrêté trois responsables du chantier d'un nouveau navire de guerre, à la suite d'un accident sur le destroyer cette semaine, a rapporté dimanche l'agence officielle KCNA. Pyongyang avait fait état d'un «grave accident» lors de la cérémonie de

lancement du nouveau destroyer, lors de laquelle une partie du fond du navire avait été broyée. Le dirigeant du pays Kim Jong-un, qui assistait au lancement, avait dénoncé un «acte criminel».

Les personnes détenues sont l'ingénieur en chef du chantier naval de Chongjin, le chef de l'atelier de con-

struction et un directeur administratif, tenus pour «responsables de l'incident», selon KCNA. Selon les services de renseignement des États-Unis et de Corée du Sud, la «tentative de lancement latéral» du navire par la Corée du Nord a échoué, et le navire est actuellement incliné dans l'eau, a indiqué l'armée sud-coréenne.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Mr. Jaywant Pandoo will apply to the Municipal Council of Vacoas/Phoenix for a Building and Land Use Permit for erection of a metal shed to be used in a Hydroponic Greenhouse project) at Off Hermitage Branch Road, Camp Fouquereaux, Phoenix.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated –25th day of May, 2025.

ANNUAL GENERAL ASSEMBLY 2025

Members are hereby invited to attend the Annual General Assembly of the LOCAL AUTHORITIES EMPLOYEES UNION to be held on Wednesday 18 June 2025 at 1.30 p.m. at Municipal Reception Hall, Town Hall, St Jean Road, Quatre Bornes.

Agenda:

Chairperson's welcome address

Approval of Minutes of Proceedings of the last General Assembly

Matters Arising out of Minutes

President's Report

Treasurer's Report

Approval of Statement of Receipts and Payments for the period ending 2024

Approval of Estimates for the year 2025

A.O.B

In case there is no quorum on Wednesday 18 June 2025, the General Assembly will be held on Wednesday 02 July 2025 at the same place and time with the same agenda.

We look forward for your presence.

Yours faithfully

BHONAH

Secretary

Date: 20 May 2025

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (FAMILY DIVISION)

In the matter of:
FD 304/24

AJAY JEEBUN, aged 40, self-employed, of Comlonne, Nouvelle France.

PETITIONER (H)

MONIKA RANI, aged 31, no calling, of Village Rajowal Tehsil Phillaur, District of Jalandhar, Punjab, India.

RESPONDENT (W)

NOTICE OF TRIAL:-

TAKE NOTICE you the abovenamed Respondent that a petition has been lodged against you before the Family Division of the Supreme Court of Mauritius, a copy of which has already been filed in the Registry for you to take cognizance. In virtue of an Order made by the Honourable Judge R.D. DABEE on, the 2 October 2024, the abovenamed Petitioner has been authorised to effect substituted service on you, by way of publication in **two daily newspapers** in Mauritius, one of which shall be "l'express".

NOW TAKE FURTHER NOTICE, that the abovementioned matter will be called on the **1st JULY 2025 at 10 a.m. for Merits** and that you are most formally required, calle upon and summoned to be and appear on that date before the Family Division, **New Supreme Court Building, Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, Mauritius.**

WARNING YOU that the Petitioner will proceed with the above matter whether you be present or not.

Under all legal reservation

Dated at Port Louis, this 26 day of MAY 2025

Mushira SUMODHEE

Of 1st Floor, River Court, St-Denis Street, Port Louis.

PETITIONER'S ATTORNEY

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, SOUTHERN CROSS MOTORS LTD will apply to the Municipal Council of Beau Bassin/Rose Hill for a Building and Land Use Permit for Construction of two buildings at ground and first floor level to operate as: (A)Maintenance and repairs of motor vehicles (employing less than 10-persons),(B)Carwash centre,(C)Sales of motor vehicles parts, tyres and accessories,(D) Workshop for vulcanization, retreading and repairs of tyres and wheel balancing (employing less than 10-persons) (E)Victualler (sales of cooked foods on and off premises), and (F) General retailer of foodstuff and non-foodstuffs (excluding liquor) and request an authorization to install the following electric engines: (a) 1-Two post lift (2.2 kw), (b) 1-Tyre changer (0.75 kw),(c)1- wheel balancer(0.25 kw),(d)1-water pump(1.7 kw) and (e)1- Air compressor (0.35 kw) equipped with silencer " `at 3, Ambrose Street, Rose Hill

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated –25th day of May, 2025.

UNION OF BUS INDUSTRY WORKERS Registered Number 194

Notice to compliant members

The Union of Bus Industry Workers is informing its compliant members that the check off contribution has been amended in the Annual General Meeting of Thursday 22nd of June 2023 to seventy-five rupees (**Rs 75.00**) monthly. Each member whose payments is by standing order at bank Rs 30.00 or Rs 40.00 should readjust heir payment to Seventy-five rupees in order to remain a compliant members as per Law.

Alain Kistnen

Secretary

FOOT NEWS

La statue de Bernard Tapie inaugurée en grande pompe sur le parvis du stade Vélodrome

La statue à l'effigie de Bernard Tapie a été dévoilée vendredi soir à Marseille, lors d'une cérémonie suivie par une foule de supporters présents sur le parvis du stade Vélodrome.

Bernard Tapie trône désormais en majesté sur le parvis du stade Vélodrome. À l'issue d'un compte à rebours lancé par son arrière-petit-fils, la statue à l'effigie de l'ancien président de l'OM (1986-1994), décédé des suites d'un cancer en 2021, a été inaugurée ce vendredi soir devant une foule de supporters marseillais, au son du tube Jump composé par le groupe Van Halen.

« Mon père était tout pour moi », a déclaré la voix tremblante d'émotion Laurent Tapie, son fils, au moment d'inaugurer la statue. « Sa combativité légendaire, je l'ai vue pendant son cancer. Je commence seulement à me remettre de sa disparition. Il aura été toute sa vie un phare dans la nuit qui guide les bateaux pour rentrer au port. Il a été une

source d'inspiration pour des milliers de Français », a-t-il complété, remerciant au passage les équipes de la mairie de Marseille et saluant « l'aboutissement de 2 ans de travail ».

Conçue par le sculpteur Joël Vergne, la statue de 3 tonnes pour 12m² représente l'ancien président de l'OM porté en triomphe par 6 anciens joueurs phocéens (Fabien Barthez, Basile Boli, Marcel Desailly, Didier Deschamps, Éric Di Meco et Franck Sauzée) lors de la victoire marseillaise en finale de la Ligue des champions face à l'AC Milan, le 26 mai 1993 (1-0).

« Ca nous rappelle le bon vieux temps, je vais revenir régulièrement pour la voir avec mes petits-enfants »

« Elle est étonnante, parce qu'elle est énorme, a décrit Éric Di Meco, présent sur le parvis du stade Vélodrome, au micro de BFM Marseille Provence. Ça nous rappelle le bon



vieux temps, je vais revenir régulièrement pour la voir avec mes petits-enfants », a complété l'ancien latéral gauche emblématique de l'Olympique de Marseille (1980-1994).



MERCATO 2025

Arsenal : Mikel Arteta ouvre la porte à Rodrygo

Des toutes les stars offensives de l'effectif, Rodrygo est sans doute celui dont le Real Madrid se débarrassera le plus facilement. Le Brésilien sort d'un exercice franchement moyen (11 buts et 9 passes décisives en 47 rencontres toutes compétitions confondues) et a vu la venue de Kylian Mbappé lui grignoter un peu de temps de jeu.

Toute la saison, le club espagnol a eu du mal à trouver le bon équilibre en jouant à trois devant, en plus de Bellingham en soutien. L'attaquant de 24 ans reste un joueur de très haut niveau, en pleine force de l'âge, et des clubs comptent bien profiter de sa situation à Madrid pour le faire venir. C'est le cas de Liverpool, de Chelsea des deux Manchester et d'Arsenal. Mikel Arteta s'est d'ailleurs exprimé à ce sujet.

«Si vous voulez gagner des trophées majeurs, vous devez être le meilleur sur le marché, non ? a répondu le coach espagnol en conférence de presse jeudi. Les équipes qui gagnent ont toujours les meilleurs joueurs. Je ne voudrais pas nommer un joueur, mais il y a de la fierté parce que nous avons amené le club dans une position où la saison prochaine les gens diront : "Il faut gagner un trophée majeur."

Cela signifie que tout le monde y croit et que nous sommes une équipe d'élite dans ce pays et en Europe. C'est la place d'Arsenal», poursuit avec fierté le technicien. Il reconnaît également que des renforts sont souhaités devant. «Ce qui est clair, vu le nombre de blessés en attaque, c'est que nous avons besoin de talent devant le but, de puissance de feu.» Le message est passé.

Alors que son départ de l'OL ne fait plus aucun doute, Rayan Cherki serait à l'heure actuelle plus proche de signer soit au Borussia Dortmund ou bien à Manchester United.

Cet été, le cas Rayan Cherki devrait bien agiter le marché des transferts. Sorti en larmes face à Angers samedi dernier (2-0), le meneur de jeu de l'OL avait par la suite laissé entendre qu'il s'agissait de son dernier match sous les couleurs de son club formateur. Et au vu de sa saison pleinement réussie, nul doute que les prétendants devraient se bousculer pour s'attirer les services du nouvel international français. Meilleur dribbleur et meilleur passeur de Ligue 1, présent dans le onze type lors des trophées UNFP, meilleur passeur en Ligue Europa... Rayan Cherki a de beaux arguments à faire valoir auprès des plus grands clubs européens.

Une courte avance de MU

D'ailleurs, à l'instant T, deux d'entre eux

tiendraient la corde pour faire venir le joueur de 21 ans. Selon Sky Sport, Manchester United aurait une courte avance sur le Borussia Dortmund, qui avait déjà prévu de dégainer une nouvelle offre il y a quelques semaines. Les Red Devils seraient même en discussion avec le club de John Textor, alors que ce dernier doit engranger de nouvelles liquidités avant son passage devant la DNCG le 24 juin prochain. À noter, toujours selon la même source, que Liverpool n'aurait actuellement pas l'intention d'engager le Lyonnais. La priorité pour les Reds serait le numéro 10 du Bayer Leverkusen, Florian Wirtz.

Dortmund aura l'avantage de la Ligue des champions

Malgré tout, le club mancunien n'a-t-il pas perdu la main mercredi soir ? Alors qu'il avait encore la possibilité de disputer la Ligue des champions l'année prochaine en gagnant la Ligue Europa, la formation de Ruben Amorim s'est inclinée face à Tottenham (1-0). Les coéquipiers de Bruno



Fernandes ne disputeront donc aucune coupe d'Europe l'année prochaine. À l'inverse du BVB, qui s'est qualifié in extremis pour la C1 lors de la dernière journée de Bundesliga. Un argument qui devrait peser dans la balance pour convaincre Rayan Cherki. Et qui pourrait permettre au club de

la Ruhr d'avoir repris la tête dans la course à la signature du prodige lyonnais. Mais ces derniers jours, d'autres formations étrangères ont aussi pointé le bout de leur nez. Parmi elles, Manchester City ou encore l'Atalanta Bergame.

Aston Villa est en négociations avancées pour boucler la signature de Zepiqueno Redmond, jeune talent de considéré comme un attaquant au potentiel prometteur. Selon Fabrizio Romano, plusieurs clubs anglais et italiens sont également sur les rangs, avec une décision finale attendue sous peu. Pour l'instant, Villa conserve une nette avance dans la course à la signature de cet attaquant de 18 ans.

Formé au sein du centre de formation du club de Rotterdam, Redmond évolue principalement comme avant-centre mais peut aussi jouer sur les ailes. Cette saison, le jeune joueur de 18 ans a disputé 26 rencontres toutes compétitions confondues — dont 7 avec l'équipe première de Feyenoord et le reste avec les équipes de jeunes — inscrivant au total 5 buts. Sa valeur marchande est actuellement estimée à 400 000 € selon Transfermarkt.



FINALE LIGUE DES CHAMPIONS FEMININE 2025 À LISBONNE

Arsenal enlève la coupe 18 ans après en disposant de Barcelone (1-0)

Le Barça ne fera pas la passe de quatre. Les Barcelonaises se sont inclinées en finale de la Ligue des champions, battues par Arsenal (1-0) samedi à Lisbonne. Les Gunners ont fait la différence à un quart d'heure de la fin de la rencontre, grâce à Stina Blackstenius rentrée en jeu. Arsenal remporte sa deuxième C1.

Arsenal, globalement dominé, mais très efficace, a remporté samedi à Lisbonne la Ligue des champions féminine en déjouant tous les pronostics pour battre Barcelone, archi-favori 1-0, grâce à un but de la remplaçante Stina Blackstenius.

En faisant entrer à la 68e minute l'attaquante suédoise en même temps que Beth Mead à la place respectivement de Frida Maanum et Chloe Kelly, perclues de crampes, la jeune entraîneuse norvégienne d'Arsenal, Renée Slegers, a permis aux Anglaises de s'offrir en même temps que l'ogre barcelonais, leur deuxième sacre européen, dix-huit ans après le premier acquis lors de la saison 2006-2007.

Coaching gagnant

Quelques minutes après son entrée en jeu, Blackstenius s'est infiltrée dans la surface catalane, a frappé, obligeant Catalina Coll, la gardienne espagnole à son deuxième sauvetage décisif de l'après-midi (73e). Une minute plus tard, après une passe de Mead dans la surface, elle n'a cette fois laissé aucune chance à Coll pour ouvrir le score (74e, 1-0).

Déjà regroupées en défense depuis de nombreuses minutes pour contenir les assauts catalans, les Gunners ont résisté vingt minutes pour s'offrir un magnifique exploit et le scalp d'un troisième géant d'Europe en finale, après celui du Real en quart et de l'Olympique lyonnais en demie.

Le Barça des doubles Ballon d'Or Alexia Putellas et Aitana Bonmati ne réalisera pas deux années de suite, un quadruplé incroyable en remportant la C1, le championnat, la Coupe et la Supercoupe d'Espagne. Sur la scène européenne, son nombre de trophées reste bloqué à trois, loin derrière Lyon et ses huit titres et désormais talonné par Arsenal, que personne n'avait vu venir en début de saison, avec deux Ligues des champions.

Le Barça après l'OL : impressionnant tableau de chasse pour Arsenal

Le sacre d'Arsenal, mérité, n'en est que plus beau. Comme face à Lyon, lors de la demi-finale retour, les Anglaises ont laissé la possession du ballon aux Catalanes, bien



supérieures techniquement, mais ont quadrillé le terrain pour exercer un pressing efficace, récupérer un nombre important de ballons et procéder à des contres rapides.

Le plan de jeu a failli fonctionner à la 23e minute lorsque la milieu norvégienne d'Arsenal Frida Maanum s'est extirpée de son aile droite pour centrer à ras de terre dans la surface barcelonaise, et qu'Irene Paredes, l'ancienne défenseuse du PSG a détourné le ballon dans son propre camp.

Le stade Alvalade, presque rempli, et très largement acquis à la cause catalane, a été plongé dans l'effroi, le temps que Ivana Martincic, l'arbitre croate de la rencontre, ne constate, avec l'aide de la VAR, que Maanum était partie légèrement hors-jeu.

Il a une nouvelle fois retenu son souffle quelques minutes plus tard, lorsque Maanum, dans tous les bons coups anglais lors du premier acte, a frappé en première intention des 25 mètres, forçant Coll, d'une superbe parade, à détourner le ballon en corner au-dessus de son but.

Les Gunners plus tueuses

Si Arsenal a pu profiter de la fébrilité



défensive du côté gauche barcelonais, les Anglaises ont surtout bénéficié de l'apathie des Catalanes.

Maîtrisant globalement la possession du ballon et plus généralement la partie, possédant en Aitana Bonmati, de très loin la meilleure joueuse sur le terrain, les Blaugrana n'ont jamais eu ce surcroît de vitesse leur permettant de concrétiser leur domination.

Le scénario du match n'a pas tellement varié en seconde période, les Gunners laissant la domination aux Barcelonaises pour

mieux procéder en contres, beaucoup moins tranchants toutefois, les efforts fournis lors du premier acte, se faisant de plus en plus ressentir au fil de la rencontre. Jusqu'à l'entrée de Stina Blackstenius.

Ce titre doit beaucoup à l'entraîneuse d'Arsenal, Renée Slegers, arrivée en intérim au chevet de l'équipe à la petite mine en cours de saison, et qui en a fait une irrésistible machine battre les meilleures équipes, puis lors de la deuxième partie de saison, la meilleure équipe d'Europe. Tout simplement.